



L'entrepreneuriat au Maroc entre financement et promotion

ER RACHIDI Oumaima¹, Dr. AIT BIHI Abdelhamid²

¹Doctorante, ² Enseignant chercheur

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion- Agadir

Université Ibn Zohr, Maroc

Laboratoire de recherche en Entrepreneuriat, Finance et Audit LAREFA

oumaima.errachidi@edu.uiz.ac.ma, a.aitbihi@uiz.ac.ma

Résumé

L'accès au financement bancaire est l'un des atouts principaux de la promotion de l'entrepreneuriat et d'encouragement de très petites et moyennes entreprises TPME. L'objectif de cet article est de souligner l'importance des entrepreneurs dans le développement du tissu économique marocain. Une enquête a été réalisée auprès d'une cinquantaine d'entrepreneurs du royaume et les données collectées ont permis d'analyser leurs profils, leurs choix de financement, leurs motivations, leurs perceptions, leurs contraintes ainsi que leur situation face à la crise sanitaire du COVID-19. Aussi, des entretiens semi-descriptifs ont été conduits avec des responsables des organismes privés qui constituent l'écosystème entrepreneurial afin d'expliquer les programmes et initiatives mises en place pour les jeunes porteurs de projets et les TPMEs. Au bout du compte, les résultats obtenus montrent et soulignent davantage un accès très difficile et un chemin épineux vers le financement, en définissant plus en détails les contraintes auxquelles les entrepreneurs sont affrontés.

Mots clés : Accès au financement, organismes privés, entrepreneuriat, promotion, accompagnement, TPMEs.

Introduction

Le Maroc est l'un des pays africains qui ont réalisé une amélioration remarquable en ce qui concerne le développement économique et l'amélioration de l'environnement des affaires au cours des dernières décennies. Selon le « Doing Business¹ », le Maroc est classé 53^{ème} parmi 190 économies de l'Afghanistan au Zimbabwe, et ce, au niveau de 12 domaines du cycle de vie d'une entreprise.

Selon le « HCP² », les TPMEs représentent plus que 90% de l'ensemble des entreprises au Maroc, qui constituent un levier important de développement du tissu économique et qui sont ainsi les premières entreprises créatrices d'emploi. Toutefois, cette catégorie d'entreprises opère dans des secteurs d'activités peu qualifiés et ne génère de ce fait qu'une part de 36,7% du total du chiffre d'affaires (1.596 milliards), soit 586 milliards de dirhams.

Aussi, la survenue de la crise sanitaire Covid 19 a causé des effets néfastes sur le tissu entrepreneurial au Maroc comme dans les autres pays au monde. Les entreprises, toutes tailles confondues, ont eu des difficultés à résister à ce phénomène imprévu, comportant dans ses plis un tas de risques très maigrement disséqués. En effet, l'arrêt temporaire et/ou définitif de l'activité était l'un des impacts majeurs de cette pandémie.

La question principale de notre recherche est la suivante : Comment peut-on promouvoir et encourager l'entrepreneuriat au Maroc ?

Depuis les années quatre-vingt, l'entrepreneuriat et la création d'entreprises à susciter l'intérêt de plusieurs chercheurs et professionnels. Selon UZUNIDIS et BOUTILLIER (2016), la création des entreprises est un vecteur décisif qui permet d'accroître et de développer l'économie d'un pays. Afin de pallier cette situation de crise, il est crucial de créer un climat d'affaires offrant de nouvelles opportunités et de faciliter l'accès aux ressources de financement nécessaires surtout aux TPMEs.

A cet effet, il est primordial de comprendre et mener une réflexion sur l'aspect entrepreneurial au Maroc. Ainsi, notre étude a pour ambition de définir les piliers du phénomène d'entrepreneuriat. Partant de là, nous avons réalisé une série d'entretiens et d'enquêtes permettant de collecter un ensemble de données du terrain. Il s'agit d'analyser les sources de financement, les obstacles et les enjeux rencontrés au cours de la pandémie du Covid 19 ainsi que les attentes et les perspectives des entrepreneurs, et ce, dans le but de promouvoir la culture entrepreneuriale et l'affirmer plus nettement.

Pour répondre à cette problématique, nous avons établi à la structure suivante : la première partie présentera les fondements conceptuels de l'entrepreneuriat, tandis qu'au niveau de la deuxième partie, nous allons appréhender les notions et caractéristiques de l'entrepreneuriat plus concrètement sur le terrain. De cette manière, et suite à une explication de la méthodologie adoptée, nous procéderons à présenter les résultats obtenus.

¹ Projet du « World Bank Group » qui mesure la réglementation des affaires et son application effective dans 190 économies.

² Haut-Commissariat au Plan : une institution marocaine chargée de planification, de prospective, d'analyse et de prévision de l'information statistique économique, démographique et sociale et chargé de l'établissement des comptes de la nation.

1. Fondements conceptuels de l'entrepreneuriat :

Le concept de l'entrepreneuriat a suscité plus d'intérêt à compter de la seconde moitié du 20^{ème} siècle. Après la crise de 1970 et à la suite de l'essoufflement du modèle des grandes entreprises, une importance croissante a été accordée aux entreprises de petite taille, à ses modes de création et aux profils de ses créateurs.

D'après la littérature, la première constatation que l'on peut citer est que le concept de l'entrepreneuriat est défini de différentes manières par les spécialistes et chercheurs du domaine et qui peut varier selon chaque contexte étudié (VERSTRAET, 1999 ; FAYOLLE, 2003 ; BLOCK et al, 2015).

Cependant, une définition intégrée a été proposée par FAYOLLE et VERSTRAETE (2004) qui stipule que l'entrepreneuriat relève de l'initiative portée par une ou plusieurs personnes dont le profil n'est pas forcément d'ordre pécuniaire, forgeant ou saisissant une occasion d'affaires, par l'impulsion d'une organisation pouvant faire naître une ou plusieurs entités et créant une nouvelle valeur pour les parties prenantes du projet. En 2005, un autre travail a été réalisé par ces derniers où ils ont défini quatre paradigmes de l'entrepreneuriat et traite de ce qui suit :

- La saisie d'opportunité d'affaires c'est de repérer et/ou de créer des opportunités pour les exploiter (CHABAUD et MESSEGHEM, 2010 ; SHANE et VENKATARAMAN, 2000).
- La création d'une organisation par un ou plusieurs individu(s) (GARTNER, 1990).
- La création de valeur qui regroupe plusieurs aspects à savoir l'individu, le processus, l'objet créé et l'environnement (JAZIRI, 2009).
- L'innovation qui constitue la base fondamentale de l'entrepreneuriat (CARLAND et al, 1984).

Aussi, d'autres chercheurs définissent l'entrepreneuriat comme un processus multidisciplinaire qui intègre à la fois l'innovation, la gestion de risque pour faire face à l'imprévu ainsi que la croissance et ce, quel que soit la taille de l'entreprise (TOUNES, 2003 ; FAYYAZ et al, 2009).

Parmi les paradigmes les plus anciens en entrepreneuriat on trouve la formulation relative à l'innovation de Joseph SCHUMPETER et à la tradition/école autrichienne. En fin du 19^{ème} siècle, SCHUMPETER a défini l'entrepreneur comme tout individu capable de transformer une idée à une innovation réussie. Cette action crée une « destruction créatrice » au niveau du marché et des secteurs économiques en remplaçant les anciens produits par les nouveaux. Il distingue cinq cycles d'innovation en matière d'évolution économique qui sont les suivants :

- L'invention d'un nouveau bien et/ou service.
- La découverte d'une nouvelle méthode de production.
- La découverte d'une nouvelle matière première non utilisée.
- Un nouveau débouché.
- Une organisation de travail.

Par ailleurs, plusieurs modèles conceptuels ont été proposés pour expliquer le phénomène de l'entrepreneuriat dont nous pouvons citer les travaux de SHAPERO (1975) qui a combiné quatre variables : les facteurs émanant de l'environnement culturel, économique, politique et social, les situations ressenties comme positives « Pulls » ou les situations ressenties comme négatives « Pushes », la crédibilité de l'acte et la faisabilité de l'acte d'entreprendre. Cependant, ce modèle a reçu plusieurs critiques dont principalement l'absence de la variable d'opportunité (BELLEY 1989).

A ce modèle s'ajoute notamment le modèle conceptuel du « Global Entrepreneurship Monitor³ » (1999) qui définit l'entrepreneuriat comme un processus d'identification, d'évaluation et d'exploitation des opportunités d'affaires qui mène à créer une nouvelle entreprise ou une expansion d'une entreprise existante. Ce modèle est influencé par un contexte socio-économique national et est décrit par un ensemble de Conditions Cadre de l'Entrepreneuriat (CCE), à savoir :

- Le soutien financier.
- Les politiques gouvernementales.
- Les programmes gouvernementaux.
- Le transfert de la recherche et le développement.
- La formation et l'éducation.
- L'infrastructure commerciale et professionnelle.
- L'ouverture sur le marché interne.
- Les normes culturelles et sociales.

Certains chercheurs comme REYNOLDS et al (2002), distinguent entre deux types d'entrepreneurs : les entrepreneurs de nécessité et les entrepreneurs d'opportunité. Les premiers s'orientent vers l'entrepreneuriat pour des raisons et/ou des contraintes familiales, l'absence d'alternative, la reconnaissance sociale, la peur du chômage et l'insatisfaction. Les seconds, quant à eux, choisissent d'entreprendre pour avoir une autonomie, une indépendance, une découverte d'une opportunité sur le marché et une création de valeur soit une création d'emplois et de richesse.

Toutefois, il existe plusieurs obstacles et facteurs auxquels se heurtent les entrepreneurs désirant saisir une nouvelle opportunité ou créer une nouvelle entreprise. Certains chercheurs ont défini une panoplie de facteurs pouvant altérer l'activité de l'entrepreneur (SINGH et al, 2011 ; GHEORGHE et al, 2012), à savoir l'accès au financement auprès de la banque ou toute institution financière qui est dû à la suspicion ou la méfiance du profil d'entrepreneur, l'environnement économique défavorable, la corruption, le manque des ressources humaines et la procédure administrative.

D'autres études réalisées ont affirmé que les défis rencontrés relèvent de nature différente comme l'âge et l'expérience antérieure de l'entrepreneur (KRAUSS, 2016) ainsi que les aspects psychologiques tels que l'aversion au risque, l'aversion au stress et la peur d'échec (KOLLMANN et al, 2017).

³ Une collaboration entre deux institutions académiques anglo-saxonnes : « Babson College » des Etats-Unis et « London Business School » de l'Angleterre et qui sont actives dans le domaine d'entrepreneuriat.

En général, les freins et les obstacles pouvant heurter les entrepreneurs peuvent être liés soit à des facteurs endogènes soit à des facteurs exogènes. Les facteurs endogènes regroupent les aspects de nature psychologique et/ou socio-démographique tel que l'âge, le manque des ressources humaines et l'aversion au risque. Les facteurs exogènes quant à eux, sont relatifs à l'accès au financement et l'existence d'un environnement économique favorable.

Quoique l'entrepreneuriat est l'une des principales voies d'insertion professionnelle sur le marché de travail, plusieurs contraintes se présentent face aux motivations des entrepreneurs. Actuellement, la crise sanitaire COVID-19 est notre nouvelle réalité et nous sommes tous tenus de nous adapter aux nouveaux changements induits par cette dernière. Selon le « HCP », le taux de chômage au Maroc est passé de 10,5% à 12,5% entre les premiers trimestres de 2020 et 2021. Cette fluctuation est alarmante, il est donc primordial de mettre en place des actions, conduites par les différentes parties prenantes du tissu économique, telles que les établissements financiers et l'Etat, en vue de rendre attractif la structure entrepreneuriale du pays.

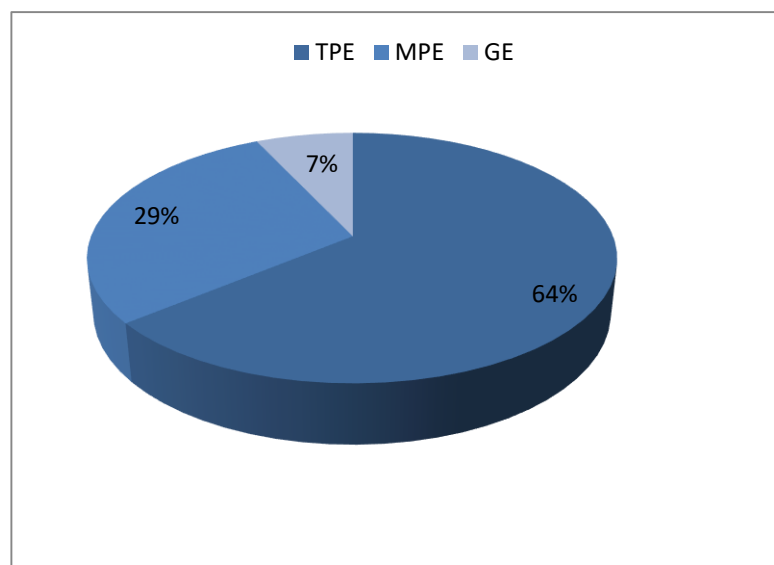
2. Composantes et caractéristiques de l'entrepreneuriat au Maroc :

Au niveau de la partie suivante, nous allons exposer brièvement quelques chiffres principaux caractérisant le marché national en termes de création d'emploi, de valeur ajoutée, de volume d'activité et de source de financement.

Au Maroc, plusieurs enquêtes ont été conduites en matière de l'entrepreneuriat au cours des 5 dernières années, et ce, par le Haut-Commissariat au Plan - HCP ainsi que par l'Observatoire Marocain de la TPME – OMTPE. Ces enquêtes ont permis de collecter des données officielles sur les entrepreneurs à citer entre autres : leurs profils, leurs activités, leurs entreprises et leurs sources de financement.

Selon le « Haut-Commissariat au Plan – HCP », le poids des TPMEs représentent⁴ 93% de l'ensemble des entreprises au Maroc dont : 64% sont des TPE, 29% sont des PME et 7% sont des GE.

Figure 1 Répartition par catégorie d'entreprises



⁴ Enquête nationale auprès des entreprises des premiers résultats 2019, publiée par le HCP.

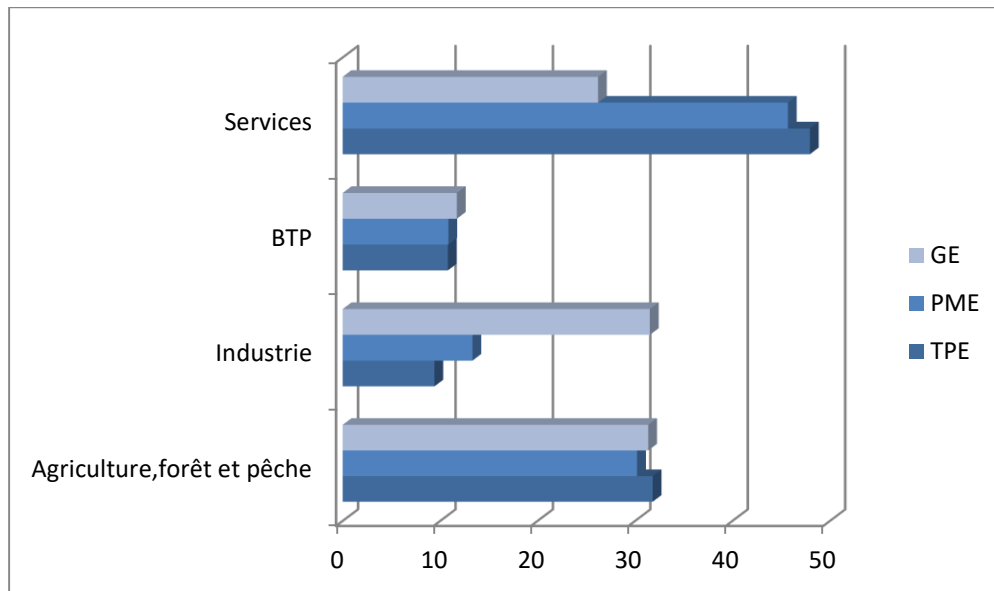
Source : HCP

Les TPEs et les PME s constituent les premières entreprises créatrices d'emploi : sur un total de 31,36% des actifs occupés⁵ dans le secteur de l'agriculture, forêt et pêche, les TPEs représentent 31,82% et les PME 30,22%. Les grandes entreprises quant à elles représentent 31,36%.

Dans le secteur de l'industrie, les actifs occupés sont d'un total de 12,1% dont les GE s représentent le taux le plus élevé de 31,53%, les PME 13,32% et les TPE 9,42%. En ce qui concerne le BTP, le taux des actifs occupés est de 10,8%, réparti respectivement en 10,8% pour les TPEs, 10,85% pour les PME et 11,72% pour les GE s.

Près de la moitié des actifs occupés se trouvent au niveau du secteur des services avec un taux de 45,7% dont 47,96% sont des TPEs, 45,7% sont des PME et 26,21% des GE s.

Figure 2 Répartition des actifs occupés par secteur d'activité



Source : HCP

Aussi, les TPEs et les PME s constituent des composantes très importantes dans la contribution à la croissance économique nationale. Selon la Direction Générale des Impôts, l'effectif des entreprises personnes morales actives (EPMA) est de 249 131⁶. Ces entreprises ont généré 326 milliards de dirhams en 2018. Les PME/TPE réalisent 36,6% de la valeur ajoutée, soit 119,32 milliards de dirhams pour les secteurs de la construction, l'hébergement, la restauration, l'enseignement et les activités de service administratif et de soutien. En matière d'emploi, les TPME représentent plus que 73% des effectifs déclarés à la CNSS en 2018, soit 2,34 millions de salariés.

⁵ Note d'information du HCP sur les principales caractéristiques de la population active occupée en 2020.

⁶ Première édition du rapport annuel de l'Observatoire Marocain de la TPME (OMTPME). Bank Al Maghrib. 2018.

En termes de volume d'activité, les TPMEs ont réalisé environ 586 milliards de dirhams du chiffre d'affaires, soit une part de 36,7% du chiffre d'affaires global des EPMA qui s'élève à 1 569 milliards de dirhams, contre 63,3% des grandes entreprises.

Par ailleurs, selon le « Credit Bureau ⁷ » et l'Observatoire, les EPMA déclarées ayant bénéficié des crédits sont au nombre de 89 948 soit un montant de crédit accordé de 440 milliards de dirhams. En effet, le taux d'accès au financement bancaire dépend de plusieurs critères à savoir la taille/ la catégorie de l'entreprise, l'âge et le secteur d'activité. En ce qui concerne la catégorie des entreprises, les grandes et moyennes entreprises ont un degré de pénétration bancaire très élevé par rapport aux autres catégories (Cf. Tableau 1).

Tableau 1 Taux d'accès au financement par catégorie d'entreprise

Catégorie d'entreprises	Répartition des entreprises (en %)	Répartition des crédits bancaires (en %)	Taux moyen d'accès au financement (en%)
Micro	62,9	9,1	16,2
TPE	17,7	4,1	55,4
PE	13,7	12	72,4
ME	3,7	14,2	85,4
GE	1,8	60,5	86,6
Total	100	100	39,4

Source : Credit Bureau et OPMTPE

Aussi, nous allons présenter ci-après un listing d'une panoplie d'acteurs et de programmes du secteur privé et public qui ont pour but la promotion de l'action entrepreneuriale.

Intitulé	Catégorie	Services d'appui
Injaz Al Maghrib	Association	— Initiation et formation à l'entrepreneuriat. — Accompagnement des porteurs de projets.
Association des Femmes Chefs d'Entreprises du Maroc (AFEM)	Association	— Promotion de l'entrepreneuriat féminin et l'image de la femme entrepreneur. — Soutien et accompagnement des cheffes d'entreprises dans leur processus de développement. — Créateur du projet Amally.
Réseau Maroc Incubation et Essaimage (RMIE)	Association	— Encadrement des porteurs de projets. — Encouragement et création des entreprises innovantes.
Moubadarat Réseau d'Education à l'Entrepreneuriat au Maroc (REEM)	Association	— Accompagnement des initiatives créatrices d'activité et d'emploi.
Centre des Jeunes Dirigeants d'Entreprises (CJD)	Association	— Accompagnement des jeunes leaders afin de développer leur performance et celle de leur entreprise.
Centre of	ONG	— Partage des connaissances et du savoir-faire

⁷ Organisme agréé en tant que délégué de la Banque Centrale BAM.

Entrepreneurial and Executive development (CEED)	Internationale	nécessaires en matière d'entrepreneuriat.
Société de Management pour l'Auto-Entrepreneuriat Professionnel (SMAEP)	Entreprise	— Vulgarisation du concept d'auto-entrepreneur. — Soutien des initiatives favorisant les auto-entrepreneurs.
Sayidati AL MOUKAWILA	Coopérative des services	— Accompagnement des femmes entrepreneures pour accéder au financement de leurs projets.
Fondation de création des entreprises (FCE-Banque populaire)	Association	— Accompagnement et formation des entrepreneurs avant et après la création de leur projet.
Dar Al Moukaouil (AttijariWafa Bank)	Plateforme virtuelle et plateforme physique	— Cours et conseils en ligne comprenant plusieurs thématiques mis à la disposition des entrepreneurs.
Centre Mohamed VI de soutien à la Microfinance solidaire (CMS)	Etablissement public	— Renforcement des capacités entrepreneuriales des porteurs de projets. — Facilité l'accès au marché et le soutien de la microfinance solidaire.
Centres régionaux d'investissement	Etablissement public	— Renseignements, orientations, informations sur la démarche de création des entreprises.
Initiative Nationale de Développement Humain (INDH)	Etablissement public	— Sensibilisation à l'entrepreneuriat. — Accompagnement et financement des porteurs de projets.
Chambre de commerce, d'industrie et de services (CCIS)	Etablissement public	— Information et orientation. — Organisation des rencontres avec des experts.
Caisse centrale de garantie (CCG)	Etablissement public	— Services de garantie des prêts. — Cofinancement.
Agence marocaine de développement des investissements et des exportations (AMDIE)	Etablissement public	— Promotion de l'investissement privé à travers par l'octroi des subventions d'investissement. — Promotion et encouragement de l'exportation.
Finéa (Groupe CDG)	Etablissement public	— Un dispositif proposant des solutions de financement adaptées aux différentes phases de réalisation d'un marché privé ou public.

Source : Diagnostic des acteurs et initiatives de l'entrepreneuriat au Maroc

3. Enquête réalisée sur le terrain

Au niveau de cette partie, nous allons mettre en lumière les aspects méthodologiques mis en place au niveau de notre étude exploratoire ainsi que les résultats obtenus.

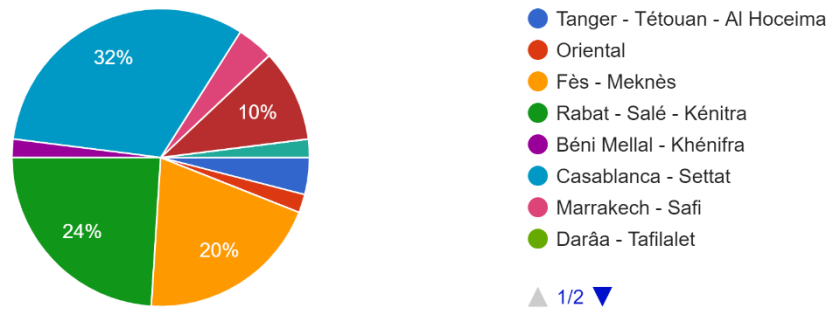
Nous avons conduit une enquête par questionnaire auprès des entrepreneurs. Ce questionnaire est formé de 20 questions visant à relever, entre autres, des informations relatives aux données

personnelles de l'entrepreneur, son comportement, sa connaissance des programmes de promotion entrepreneuriale ainsi que l'impact du COVID-19 sur son activité et les défis auxquels il fait face.

En ce qui concerne le mode d'administration de ce questionnaire et en prenant en considération les circonstances actuelles, nous avons fait recours à la diffusion électronique. Après sa conception à l'aide de l'outil Google Forms, il a été diffusé via un lien électronique à une centaine de personnes à travers les emails, les messages privés sur les réseaux sociaux, notamment Gmail, LinkedIn et Facebook.

Notre échantillon est composé de 50 entrepreneurs ayant répondu à notre questionnaire. Nous pouvons résumer les principaux résultats relatifs à leurs données sociodémographiques comme suit :

- La majorité (76%) est de sexe masculin.
- Près de la moitié des entrepreneurs (48%) occupe une tranche d'âge entre 31 et 40 ans.
- La majorité des entrepreneurs sont basés à la région de Casablanca-Settat (32%), suivie de la région Rabat-Salé-Kénitra (24%) et de Fès-Meknès (20%).



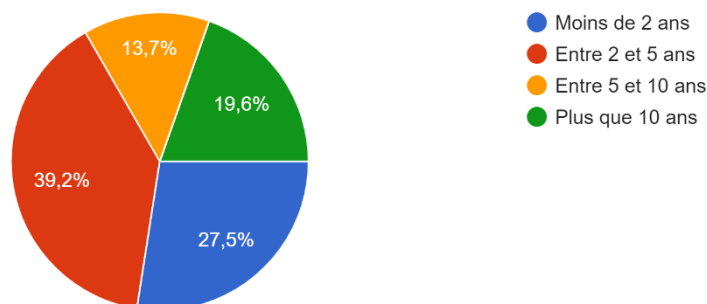
- 42% ont un niveau de Bac +5, 28% ont un Bac +3 et 18% ont un Bac +6 ou plus (MBA ou Doctorat).
- En ce qui concerne la branche ou la discipline de formation, 24% des entrepreneurs ont suivi la formation commerce et marketing, vient juste après les formations de finance et gestion ainsi que le management avec le même taux de 20% et enfin, le domaine de l'informatique et des systèmes d'information.
- Plus de la moitié de l'échantillon (72%) occupe actuellement le statut d'entrepreneur uniquement. Le reste est réparti entre des salariés (22%), des auto-employés (4%) et des chômeurs (2%).
- Presque la moitié des entrepreneurs soit 40% se sont lancés en entrepreneuriat depuis 2ans à 5ans, suivi par 27,5% depuis moins de 2ans et 20% depuis plus que 10ans.

Passant aux traits caractérisant les entrepreneurs de notre échantillon, nous avons trouvé ce qui suit :

- La part des hommes dans cette catégorie est élevée. En effet, elle représente plus du trois tiers (76%) des répondants. Ceci nous laisse supposer la présence d'une relation entre le genre et la décision d'entreprendre. Cette supposition a été prouvée au niveau

des résultats du rapport « Global Entrepreneurship Monitor 2018/2019 » où on déduit qu'il y a trois fois plus d'hommes entrepreneurs que des femmes.

- Les données obtenues montrent que la région de Casablanca-Settat enregistre le plus grand nombre des entrepreneurs (31,4%), suivie de la région Rabat-Salé-Kénitra (23,5%). Ce résultat nous rappelle celui établi par l'Observatoire Marocain de la Très Petite et Moyenne Entreprise (OMTPME). En effet, ce dernier conclut que la région de Casablanca-Settat présente une part importante des nouvelles créations d'entreprises (petites et moyennes) en 2018 soit un total de 35,8%, suivie de la région de Rabat-Salé-Kénitra avec une part de 14%.
- Pour l'aspect discipline de formation, la majorité des répondants est issue principalement des filières suivantes : Commerce et Marketing (23,5%), Finance et Gestion (21,6%) et Management (19,6%). Cependant, on peut déduire que le domaine de la formation n'a aucun impact sur la décision d'entreprendre.
- Faisant suite au point précédent, les résultats obtenus montrent que les entrepreneurs proviennent de niveaux de formation différents. Environ 41,2% ont un diplôme Bac+5, près de 27,5% détiennent un Bac+3 et ceux ayant un Bac+6 (et plus) représentent 19,6%. Toutefois, 2% seulement des entrepreneurs ont un niveau Bac. Par ailleurs et selon le rapport trimestriel du HCP de l'année 2018, la décision d'entreprendre n'est pas vraiment liée au niveau de formation et les personnes ayant un niveau Bac peuvent former une part non négligeable des entrepreneurs marocains ce qui s'aligne parfaitement avec nos résultats.
- Presque trois tiers des répondants (74,6%) se sont lancés totalement en entrepreneuriat, certains (23,5%) sont et entrepreneur et salarié et le reste qui présente une minorité (2%) sont au chômage. Toujours en liaison avec les entrepreneurs, on trouve que 39,2% se sont lancés en entrepreneuriat depuis 2 à 5ans.



Cependant, les données de l'OMPIC, collectées entre 2016 et 2018, montrent que plus que 50% des entreprises radiées existent depuis moins de 5ans. À la suite des données obtenues, on déduit que les entreprises dont l'âge est moins de 5ans sont plus exposées au risque de radiation.

- D'après le sondage réalisé, une majorité de 41,2% des répondants opèrent dans des micro-entreprises dont l'effectif ne dépasse pas 3 personnes, ensuite adviennent les très petites entreprises dont l'effectif varie entre 3 et 10 personnes, avec un pourcentage de 35,3%, pour enfin garder une masse de 21,6% pour les petites

entreprises limitées à 50 employés. Les moyennes entreprises restent alors à l'écart lors de ce questionnaire, avec une faible minorité à peine considérable.

En ce qui est du rapport annuel de l'OMTPME de l'année 2018, celui-ci confirme l'interprétation du sondage, puisque l'ensemble des entreprises créées en cette année sont des micro-entreprises, et atteignent un pourcentage imposant de 98,44%, ce qui est en d'autres termes la quasi-totalité des entreprises conçues lors de cet an.

- Chaque projet s'inscrit naturellement dans un secteur d'activité ; mais les entrepreneurs ont des préférences, dans notre cas, et d'après les résultats obtenus du questionnaire, les personnes interrogées ont une inclination très nette pour le secteur commercial, qui accapare une grande part des réponses avec un pourcentage de 49%, ensuite viennent les services, qui eux, intéressent 29,4% des répondants. Le secteur de l'industrie se positionne ainsi dans le 3^{ème} rang, avec un pourcentage de 11,8%, pour laisser une dernière assise à d'autres secteurs, tels que la finance, le consulting et les travaux publics.

En se référant au rapport annuel de l'OMTPME, il est évident qu'il existe une concordance entre la réalité du questionnaire et les données avancées par le rapport, puisque l'analyse sectorielle prouve qu'une masse de 30% des entreprises relève du secteur du commerce. Cependant, il existe une divergence au niveau du secteur des constructions qui vient en 2^{ème} lieu avec un pourcentage de 24%, ainsi que les activités spécialisées et l'industrie manufacturière, qui représentent respectivement le champ d'activité de 10% et 6,6% des entreprises.

- Plus de la moitié des répondants (52,9%) ont un produit et/ou service qui pourra faire l'objet de l'exportation. D'ailleurs, selon l'enquête conduite en 2019 sur la compétitivité des PME exportatrices au Maroc, 31% des exportations du pays sont générées par ces dernières. Toutefois, il est à noter que les exportations marocaines ont totalisé 275 milliards de dirhams en 2018, dont 73% du chiffre d'affaires est réalisé par les grandes entreprises contre 27% uniquement pour les TPMEs (Office de change).

Il est donc primordial de booster les efforts pour encourager et améliorer la compétitivité de ces catégories, qui constituent 98% des entreprises marocaines, ainsi que pour accélérer le développement économique du royaume.

En se penchant sur les sources de financement et l'accompagnement des entreprises, on s'aperçoit que :

- D'après le sondage, le crédit bancaire n'est pas chose étrangère aux entrepreneurs, mais une majorité de 64,7% préfère ne pas s'emporter dans une telle démarche, tandis qu'un pourcentage de 35,5% y trouve un appui afin de financer leurs projets. En effet, selon le rapport annuel de l'OMTPME, les PME ont bénéficié en 2018 d'un pourcentage qui effleure les 40% de l'encours total des crédits accordés aux entreprises.

En ce qui est du taux moyen d'accès au financement bancaire, il diffère selon les catégories d'entreprises, les grandes et les moyennes entreprises partagent la même place et convergent vers un pourcentage qui se maintient aux environs de 85%, tandis

que dans le cas des petites entreprises en général et les micro-entreprises en particulier, ce taux est trois fois moins important que la moyenne globale.

- Selon les réponses obtenues, la majorité des répondants constituant une masse de 68,6% avoue être familière avec quelques organismes, il s'agit majoritairement d'organismes publics (42%), suivi de 33% consacré aux organismes privés, tandis que ce qui reste est alloué aux organismes de formation.

Malgré l'intérêt qui semble être porté sur ces organismes et la connaissance qui y est attribuée, on se retrouve face à une petite minorité de 15,7% ayant bénéficié de l'aide de l'une de ces organisations, et une population de 31,4% qui ne porte aucun pré-acquis sur les notions qu'englobent ce type d'organismes.

- L'accompagnement des entreprises et l'encouragement de l'entrepreneuriat semble poser un réel souci et une vraie source d'ennui chez la majorité de nos répondants. En effet, la quasi-totalité des personnes interrogées convergent vers un avis assez similaire, désignant cet accompagnement tantôt comme absent tantôt comme peu satisfaisant.

En ayant comme référence le rapport de l'OMTPME, on retrouve quelque peu la logique derrière ces appréciations défavorables, expliqué tant bien que mal par une faible intervention de l'Etat dans l'accompagnement de la TPME, avec un taux qui ne dépasse pas les 24%.

Lors de leur mission de mener à bien leurs projets, l'échantillon des personnes sur lequel a porté notre étude a reconnu quelques obstacles qui ont freiné leur évolution et le bon déroulement des affaires. Il est question principalement de soucis liés à l'argent et au financement qui n'est pas toujours accessible et octroyé avec aisance. Aussi, il est important de noter que 66% des répondants ont rencontré des problèmes de nature financière, ensuite viennent la corruption et la fraude, marquant un pourcentage de 28%, s'ajoutant à cela d'autres obstacles secondaires mais pas moins importants, tels que le travail à distance, la formation et l'inadéquation des compétences.

Par ailleurs, la pandémie du Covid-19 a enfoncé ses griffes dans le tissu vivant de presque toutes les activités des TPMEs, laissant des plaies profondes dans l'ensemble de l'écosystème économique marocain. Ces plaies y étaient profondes, selon notre questionnaire, une masse écrasante de 72,5% a souffert d'un arrêt temporaire ou définitif du travail, 45,1% ont vu leurs ventes dégringoler, alors qu'un pourcentage de 31,4% a rencontré des difficultés de trésorerie. Le reste des désagréments est déparagé entre des problèmes d'approvisionnement, la hausse des impayés, le licenciement des employés ou encore des soucis liés à la prospection.

Entre les personnes qui sont satisfaites d'opérer sur le territoire marocain, et d'autres qui manifestent leur mécontentement de la situation de l'environnement des affaires, les entrepreneurs ayant répondu à notre sondage nous ont fait part de quelques-unes de leurs attentes et de leurs perspectives. Nous trouvons ceux qui reviennent le plus sont l'accessibilité aux incubateurs dans tous les domaines, la conquête de nouveaux clients, les opportunités de sponsoring et la croissance des organes de l'entreprise, des attentes et d'autres qui préoccupent et auxquelles aspirent nos entrepreneurs.

Conclusion

L'entrepreneuriat reste un vaste champ auquel l'accès semble presque illimité, chose qui pousse les gens de plus en plus à fuir les bancs de la fonction publique et du salariat, afin de s'installer pour leur propre compte et s'épanouir professionnellement.

Force et de constater que, malgré tout cet engagement et cette mobilisation pour la cause entrepreneuriale déployés par le Maroc, le chemin vers le financement reste épineux et les chances pour obtenir un booste financier auprès des banques et des institutions financières demeurent étroitement liées à d'autres facteurs, qui parfois échappent à la volonté des porteurs de projet, qui eux, ont affaire à des obstacles qui vont parfois au-delà de la matière financière, comme le problème de l'inégalité sociale liée au genre.

Partant des résultats obtenus, certaines améliorations peuvent être faites par les parties prenantes telles que les institutions publiques et financières, notamment les banques, comme : la promotion davantage de l'entrepreneuriat dans différentes régions du royaume, la facilitation de l'accès au financement, l'accompagnement des porteurs de projets et sans oublier la vulgarisation des différents types de programmes méconnus par les entrepreneurs.

Enfin, il est indubitable que la coutume et la tradition des affaires ont longtemps évacué la femme hors de la scène économique, d'ailleurs nous en avons fait l'expérience lors de notre recherche. A cet effet, il nous paraît bénéfique à ce travail de le compléter avec une étude sur la femme entrepreneur en tant qu'un véritable acteur économique.

Annexe 1 : Questionnaire adressé aux porteurs de projets et aux très petites et moyennes entreprises (TPMEs)

18/08/2021

Questionnaire adressé aux porteurs de projets et aux très petites et moyennes entreprises (TPMEs)

Questionnaire adressé aux porteurs de projets et aux très petites et moyennes entreprises (TPMEs)

Dans le cadre d'une enquête réalisée par le laboratoire de recherche en Entrepreneuriat, Finance et Audit (LAREFA), nous vous prions de bien vouloir répondre aux questions suivantes :

***Obligatoire**

1. Vous êtes : *

Une seule réponse possible.

Femme

Homme

2. Tranche d'âge : *

Une seule réponse possible.

Moins de 20 ans

Entre 21 et 30 ans

Entre 31 et 40 ans

Plus que 40 ans

3. Vous habitez à la région de : *

Une seule réponse possible.

Tanger - Tétouan - Al Hoceïma

Oriental

Fès - Meknès

Rabat - Salé - Kénitra

Béni Mellal - Khénifra

Casablanca - Settat

Marrakech - Safi

Darâa - Tafilalet

Souss - Massa

Guelmim - Oued Noun

Laayoune - Sakia El Hamra

Dakhla - Oued Eddahab

4. Votre niveau de formation : *

Une seule réponse possible.

Niveau Bac

Bac

Bac +2

Bac +3

Bac +4

Bac +5

Bac +6 et plus

5. Votre branche/ discipline de formation : *

Une seule réponse possible.

- Gestion des ressources humaines
- Management
- Finances et gestion financière
- Communication
- Informatique et systèmes d'information
- Sécurité - Hygiène
- Commerce et marketing
- Qualité
- Technique (gestion de la production, gestion et maîtrise de l'énergie, gestion de la maintenance)
- Logistique
- Environnement
- Sciences juridiques
- Langues

6. Votre statut actuel : *

Une seule réponse possible.

- Salarié(e)
- Entrepreneur
- Chômeur
- Autre : _____

7. Depuis quand vous vous êtes lancés en entrepreneuriat ? *

Une seule réponse possible.

- Moins de 2 ans
- Entre 2 et 5 ans
- Entre 5 et 10 ans
- Plus que 10 ans

8. Dans quel secteur d'activité s'inscrit votre projet ? *

Une seule réponse possible.

- Industrie
- Bâtiment et Travaux Publics
- Services
- Commerce
- Autre : _____

9. Quel est l'effectif de votre entreprise ? *

Une seule réponse possible.

- Entre 1 et 3
 Entre 3 et 10
 Entre 10 et 50
 Plus que 50

10. Est ce que votre produit/service peut faire l'objet de l'exportation ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

11. Quelles étaient vos sources de financement (par ordre décroissant) ? *

Une seule réponse possible par ligne.

	1	2	3	4	5
Fonds propres	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dette financière (bancaires et obligataires)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dette commerciale (dettes fournisseurs)	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dettes auprès des associés	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Dettes envers l'Etat et les organismes sociaux	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

12. Avez-vous fait recours au crédit bancaire ? Si oui, répondez à la question suivante *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

13. Votre dossier a été accepté ou refusé ? Pourquoi ?

14. Connaissez-vous des organismes privés et/ou publics constituant l'écosystème entrepreneurial au Maroc ? Si oui, passez à la question suivante. *

Une seule réponse possible.

- Oui
 Non

15. Quels types d'organismes ? *

Plusieurs réponses possibles.

- Organismes publics
- Organismes privés
- Organismes de formation

16. Avez-vous bénéficié de l'aide de l'un de ces organismes ? *

Une seule réponse possible.

- Oui
- Non

17. Comment jugez-vous l'accompagnement des entreprises et la promotion de l'entrepreneuriat au Maroc ? *

Une seule réponse possible par ligne.

	Absent	Peu satisfaisant	Satisfaisant	Très satisfaisant
Accompagnement et promotion	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

18. Quelles sont les principaux obstacles que vous avez rencontré ? *

Plusieurs réponses possibles.

- Financement
- Viabilité financière
- Inadéquation des compétences
- Corruption et fraude
- Travail à distance
- Autre

19. Quel est l'impact de Covid-19 sur votre activité ? *

Plusieurs réponses possibles.

- Problèmes d'approvisionnement
- Difficultés de trésorerie
- Baisse des ventes
- Hausse des impayés
- Arrêt temporaire ou définitif de l'activité
- Licenciement des employés

Autre : _____

20. Quelles sont vos attentes et perspectives ?

Bibliographie

- Adil Khalis. 2019. « Diagnostic des acteurs et initiatives de l'entrepreneuriat au Maroc ».
- Belley, A. 1989. « *Opportunité d'affaires : objet négligé de la recherche sur la création de l'entreprise* ». Revue P.M.O, Vol. 4, N°1, p 24-32.
- Block, J., Kohn, K., Miller, D., et Ullrich, K. 2015. « *Necessity entrepreneurship and competitive strategy* ». Small Business Economics, Vol. 44, N°1, p. 37-54.
- Carland, J et al. 1984. « *Differentiating entrepreneurs from small business owners* ». The academy of management review, Vol. 2, N°2, p 354-359.
- Chabaud, D et Messeghem, K. 2010. « *Stratégie et entrepreneuriat : les opportunités, ruptures et nouvelles opportunités* ». Revue française de gestion, Vol. 7, N° 206, p 87-92.
- Centre du Commerce International. 2019. « *Enquête sur la compétitivité des PME exportatrices au Maroc : des fondamentaux stables, des infrastructures performantes et un capital humain qualifié* ».
- Doing Business. 2019. « Economy Profil Morocco », « *Doing Business 2020* », Groupe de la Banque Mondiale.
- Fayolle, A. 2003. « *Le métier de créateur d'entreprise* ». Edition d'Organisation.
- Fayolle, A et Verstraete, T. 2005. « *Paradigmes et entrepreneuriat* ». Revue de l'Entrepreneuriat, Vol. 4, N°1.
- Fayyaz, A, Mian, S et Khan, J. 2009. « *State of entrepreneurship and globalization in Pakistan* ». International Journal of Business and Globalisation, 3(3), p. 271- 287.
- Gartner, WB. 1990. « *What are we talking about when we talk about entrepreneurship?* », Journal of Business Venturing, Vol. 5, N°1, p 15-28.
- Gheorghe, Z, Vasile, V, Cristea, A. 2012. « *Oustanding aspects of sustainable development and competitiveness challenges for entrepreneurship in Romania* ». Procedia Economics and Finance, p 12-17.
- HCP. 2018. « *Situation du marché de l'emploi* ». Rapport trimestriel. Novembre 2018. Haut Commissariat au Plan.
- Jaziri, R. 2009. « *Une vision renouvelée des paradigmes de l'entrepreneuriat : vers une reconfiguration de la recherche en entrepreneuriat* ». Actes du colloque Entrepreneuriat et entreprise : nouveaux enjeux et nouveaux défis, Gafsa, Tunisie.
- Kelley, D, Bosma, N et le « Global Entrepreneurship Research Association (GERA) ». 2018. « *Global Entrepreneurship Monitor : Global Report 2018/2019* ».
- Krauss, G. 2016. « *L'échec dans la culture entrepreneuriale* ». Regards croisés sur l'économie, Vol. 19, N°2, p 117-129.
- Kollmann, T, Stockmann, C et Kensbock, J.M. 2017. « *Fear of failure as a mediator of the relationship between obstacles and nascent entrepreneurial activity - An experimental approach* ». Journal of Business Venturing, Vol. 32, N°3, p79-92.

Premier rapport annuel de l'Observatoire Marocain de la très petite et moyenne entreprise (OMTPME). 2018.

Reynolds, P, Bygrave, W, Autio, D et Hay, M. 2002. « *Global entrepreneurship monitor* ». Summary report. Kansas City, Ewin Marion Kauffman Foundation.

Shane, S et Venkataraman, S. 2000. « *The promise of entrepreneurship as a field of research* ». The academy of management review, Vol. 25, N°1, pp 217-226.

Shapiro, A. 1975. « *The displaced, uncomfortable entrepreneur* ». Psychology Today, Vol. 9, N°6, p 431-446.

Schumpeter, J.A. 1911. « *Théorie de l'évolution économique : Recherche sur le profit, le crédit, l'intérêt et le cycle de conjoncture* ». Traduction française, 1935. Edition électronique, 2020, Québec, Canada.

Singh Sandhu, M, Fahmi Sadique, S and Riaz, S. (2011). « *Entrepreneurship barriers and entrepreneurial inclination among Malaysian postgraduate students* ». International Journal of Entrepreneurial Behavior & Research, Vol. 17, N°4, pp 428-449.

Tounès, A. 2003. « *L'intention entrepreneuriale. Un recherche comparative entre des étudiants suivant des formations en entrepreneuriat (Bac+5) et des étudiants en DESS CAAE* ». Thèse de doctorat en Sciences de Gestion, Université de Rouen, France.

Uzunidis, D et Boutillier, S. 2016. « *From term to concept: The Entrepreneur and his economic fonction* ». The Entrepreneur.

Verstraete, T. 1999. « *Entrepreneuriat : connaitre l'entrepreneur et comprendre ses actes* ». Edition l'Harmattan.